C_2020297FR.01003001.xml

7.9.2020

FR

Journal officiel de l'Union européenne

C 297/30

Demande de décision préjudicielle présentée par le Bundesfinanzhof (Allemagne) le 18 juin 2020
— Finanzamt T contre S

(Affaire C-269/20)

(2020/C 297/41)

Langue de procédure: l'allemand

Juridiction de renvoi

Bundesfinanzhof

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Finanzamt T

Partie défenderesse: S

Questions préjudicielles

1.

La faculté pour les États membres, prévue à l'article 4, paragraphe 4, deuxième alinéa, de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires (1), de considérer comme un seul assujetti les personnes établies sur leur territoire qui sont indépendantes du point de vue juridique mais qui sont étroitement liées entre elles sur les plans financier, économique et de l'organisation, doit-elle être exercée de manière que

a)

le traitement comme un seul assujetti porte sur l'une de ces personnes, qui est assujettie pour toutes les opérations de ces personnes, ou de manière que

b)

le traitement comme un seul assujetti aboutisse obligatoirement — y compris, par conséquent, au prix de pertes de recettes fiscales considérables — à un groupement TVA distinct de ces personnes étroitement liées entre elles, groupement constituant une entité fictive créée aux seules fins de la TVA?

2.

Dans l'hypothèse où l'alternative sous a) serait la réponse correcte à la première question: découle-t-il de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne relative aux fins étrangères à l'entreprise au sens de l'article 6, paragraphe 2, de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires (arrêt du 12 février 2009, Vereniging Noordelijke Land- en Tuinbouw Organisatie, C-515/07, EU:C:2009:88) que, dans le cas d'un assujetti

a)

qui exerce, d'une part, une activité économique et qui effectue ainsi des prestations à titre onéreux au sens de l'article 2, point 1, de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires et

b)

qui exerce en même temps, d'autre part, une activité qu'il accomplit en tant qu'autorité publique (activité de puissance publique), pour laquelle il n'est pas considéré comme un assujetti en vertu de l'article 4, paragraphe 5, de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires,

la fourniture à titre gratuit d'un service relevant du domaine de l'activité économique de cet assujetti et destiné au domaine de son activité de puissance publique ne doit pas être taxée en vertu de l'article 6, paragraphe 2, sous b), de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires?

(1) JO 1977, L 145, p. 1.